

A l'occasion de la célébration du cinquante-et-unième anniversaire de la journée internationale de la femme africaine, la CSI-Afrique salue le courage et la détermination de toutes les femmes africaines et particulièrement celles qui luttent pour la survie du mouvement syndical africain. Elle s'engage à soutenir les efforts de ces femmes et aussi à lutter à leurs cotées pour la défense de leurs droits et contre les violences qu'elles subissent.

Depuis le début des années 1980, avec la mise en place des politiques de développement en Afrique, la féminisation de la pauvreté est devenue un engrenage dans de nombreux pays. Aussi, cette crise économique mondiale actuelle porte un coup dur aux femmes africaines, avec des conséquences particulièrement pénalisantes pour les filles.

Dans le contexte actuel de féminisation de la pauvreté, le cercle vicieux s'élargit de plus en plus. En même temps, il se referme sur elles dans une dynamique de précarisation continue. En Afrique, la pauvreté a, en réalité, un visage féminin et les femmes du continent sont marginalisées aux plans économiques, culturels, ethniques, politiques et financiers à cause de la pauvreté.

En outre, la violence à l'égard des femmes est l'une des violations des droits des femmes les plus meurtrières et répandues dans le monde. Mondialement, jusqu'à 7 femmes sur 10 subissent une forme de violence soit physique ou sexuelle pendant leur vie. Elle peut revêtir plusieurs formes – physique, sexuelle, économique, psychologique – mais toutes ces formes représentent une violation de la dignité humaine et des droits de l'homme, et ont des conséquences à long-terme sur les femmes victimes ainsi que leurs communautés.

L'organisation de la journée de la femme africaine doit être un moyen important pour contribuer, à travers un plaidoyer, à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement et à l'éradication de la discrimination basée sur le sexe est une des clefs pour promouvoir le développement du continent.

La CSI-Afrique encourage les femmes africaines à continuer la lutte pour se réappropriier leurs droits.